



## Déroute social-démocrate

« C'est un jour amer pour la social-démocratie allemande », disait le chef du SPD Frank-Walter Steinmeier le 27 septembre dernier, en réaction aux résultats de l'élection fédérale. Au pouvoir jusqu'en 2005 et depuis lors partenaires des chrétiens-démocrates dans une grande coalition droite-gauche, les sociaux-démocrates allemands n'ont obtenu ce jour-là que 23 p. 100 des votes, leur pire résultat depuis la création de la République fédérale en 1949. « Il n'y a aucun moyen de présenter favorablement ce résultat », admettait Steinmeier.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette défaite. D'abord, les mérites de la chancelière réélue Angela Merkel, qui a gouverné avec aplomb, en privilégiant des politiques centristes en faveur des familles et de la classe moyenne. Ensuite, le souvenir des réformes du gouvernement social-démocrate de Gerhard Schröder, lesquelles se sont soldées par des coupes dans l'assurance-chômage et l'aide sociale entre 2003 et 2005. Enfin, la division de la gauche, qui compte maintenant un fort parti vert (11 p. 100 du vote) et un parti de gauche radical et populiste, Die Linke (12 p. 100 des voix).

Mais il ne s'agit pas simplement de la conjoncture allemande. Les élections européennes de juin 2009 ont fait voir, presque partout sur le continent, la progression de la droite et, dans une moindre mesure, des écologistes, au détriment de la gauche social-démocrate. Les socialistes français, par exemple, qui demeurent minés par les divisions, ont fait encore moins bien que leurs alliés allemands, avec à peine 16,5 p. 100 des votes. Plus bas encore, les travaillistes britanniques n'ont recueilli que 15 p. 100 des suffrages.

Pourtant, la crise économique aurait dû profiter à la gauche. Elle représentait en effet un échec pour le néolibéralisme, alors même que la

droite était largement au pouvoir. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé aux États-Unis. Selon Michael Lewis-Beck et Richard Nadeau, qui ont analysé l'évolution de l'opinion publique pendant la campagne présidentielle de 2008, la victoire de Barack Obama est largement attribuable à la détérioration brutale de l'économie américaine pendant cette période.

Certains politologues attribuent les difficultés des sociaux-démocrates européens à la fragmentation contemporaine de l'électorat, qui profiterait surtout à la droite. Le paysage politique allemand, marqué par l'incapacité du SPD d'expliquer clairement s'il gouvernerait avec ou sans Die Linke, semble confirmer ce point de vue.

Cette hypothèse structurelle explique mal, cependant, les succès encore récents de la gauche européenne, qui a gagné plusieurs élections entre 1997 et le début des années 2000. Souvent en se proclamant d'une troisième voie, les sociaux-démocrates ont alors su proposer des programmes nouveaux, qui cherchaient à concilier le développement économique et la justice sociale.

Dans un livre récent intitulé *Third Way Reforms* (Cambridge University Press, 2009), Jingjing Huo, professeur de science politique à l'Université Waterloo, montre comment les politiques de la troisième voie se démarquaient par rapport aux approches de droite dominantes depuis près de 15 ans et innovaient véritablement, tout en s'inscrivant dans la tradition social-démocrate.

L'idée de base de la troisième voie était de concilier les impératifs de rigueur budgétaire, de compétitivité et de stabilité des prix préconisés par la droite avec la recherche d'un niveau plus élevé d'emploi et d'inclusion sociale.

Concrètement, ces orientations se sont traduites par davantage de dépenses consacrées à la formation de la main-

d'œuvre et au soutien à l'emploi, ainsi que par une restructuration des programmes d'assurance-chômage et d'assistance sociale afin de faciliter l'intégration au marché du travail. De nouvelles incitations financières ont également été mises en place, pour « rendre le travail payant » et mieux soutenir les familles.

Ces mesures, conclut Huo, ont fait une différence. Là où elles ont été les mieux implantées, le niveau d'emploi a augmenté et la pauvreté a reculé.

Politiquement, cependant, ces choix ne semblent pas avoir fait recette, ce que l'analyse de Huo n'explique pas. Un peu partout, les artisans de la troisième voie ont plutôt été battus par des partis plus enclins à réduire les impôts qu'à développer l'emploi.

C'est qu'en privilégiant les politiques actives et l'emploi, les sociaux-démocrates n'ont peut-être pas fait assez. Ils ont négligé, notamment, de mettre de l'avant l'objectif le plus proche de leur raison d'être historique : la quête d'une société plus égalitaire.

Les adeptes de la troisième voie, en effet, ont bien pris garde de parler de redistribution, pour ne pas être soupçonnés de vouloir augmenter les impôts. Si bien qu'ils sont souvent apparus davantage comme de bons gestionnaires du néolibéralisme que comme les porteurs d'une vision différente de la société. D'où l'attrait de partis plus éloignés du pouvoir, comme les verts ou Die Linke, ou même de partis de droite qui ne font pas mystère de leur préférence pour moins d'égalité.

La social-démocratie doit donc se repenser. Mais il ne s'agit pas tant de renouveler des programmes vieillissants, ce qui est déjà fait, que de renouer, de façon créative, avec une longue tradition, qui a toujours favorisé l'égalité.

*Alain Noël est professeur de science politique à l'Université de Montréal.*